

La Novlangue — Dictionnaire

Introduction — Le mot qui cache la chose

En 1948, George Orwell publie *1984*.

Dans ce roman, la dictature de Big Brother ne maintient pas son pouvoir uniquement par la surveillance et la terreur. Elle le maintient par le langage.

La “novlangue” — *Newspeak* en anglais — est la langue officielle d’Océania. Elle a été conçue pour une seule fin : rendre la pensée déviante impossible. Pas illégale. Impossible. Sans les mots pour nommer une idée, l’idée ne peut pas se former.

Orwell voyait cela comme une dystopie.

C’était aussi une description.

Le langage politique, médiatique et institutionnel de notre époque ne fonctionne pas différemment. Pas par complot. Par mécanique.

Les gouvernements, les institutions, les entreprises et les médias utilisent des mots qui ne nomment pas ce qu’ils désignent. Pas toujours pour mentir. Souvent pour rendre une réalité inconfortable plus acceptable, une décision contestable plus incontestable, une perte de pouvoir moins visible.

L’effet est le même.

Un citoyen qui entend “consolidation budgétaire” ne pense pas “austérité”. Un lecteur qui lit “acteur de confiance” ne demande pas “de confiance selon qui ?”. Un téléspectateur qui écoute “dommages collatéraux” ne visualise pas des civils morts.

C’est exactement le but.

Ce dictionnaire liste des termes. Leur usage officiel. Et ce qu’ils signifient dans les faits.

Il couvre plusieurs domaines : l’économie, la politique, le militaire, l’information numérique, le droit, la santé, l’environnement, le social. Parce que la novlangue ne se cantonne pas à un secteur. Elle est systématique.

Il ne prétend pas à l’exhaustivité. Le langage évolue plus vite qu’un dictionnaire. Quand un terme est trop compris — quand il nomme trop clairement ce qu’il masque — il est remplacé. Ce qui est vrai de “plan social” aujourd’hui l’était de “réduction des effectifs” il y a vingt ans.

Il ne prétend pas non plus que chaque terme est intentionnellement trompeur. Certains le sont. D’autres ont glissé progressivement, par convention, par euphémisme collectif, sans acteur central orchestrant le glissement. Le résultat est identique.

Ce dictionnaire s’utilise de deux façons.

Comme référence : quand vous entendez un terme et voulez comprendre ce qu’il masque.

Comme entraînement : pour développer le réflexe de chercher, derrière tout terme institutionnel, la réalité qu’il désigne ou qu’il dissimule.

Ce réflexe, une fois acquis, ne se désinstalle pas.

Une précision sur la méthode.

Chaque entrée distingue l’“usage officiel” — ce que le terme signifie selon ses promoteurs — de ce qu’il “signifie dans les faits”. Cette distinction n’est pas toujours nette. Certains termes ont des usages légitimes et des glissements problématiques simultanément. Quand c’est le cas, les deux sont indiqués.

L’objectif n’est pas de construire un lexique du mensonge. C’est de construire un lexique de la précision.

Nommer les choses avec exactitude est le premier acte de résistance. Orwell l’avait écrit. Il avait raison.

Dictionnaire — A à C

A

Acteur de confiance *Usage officiel* : entité vérifiée et certifiée pour diffuser des informations fiables en ligne. *Ce qu'il signifie* : entité sélectionnée par une institution pour valider le narratif institutionnel. La confiance vient de l'institution qui certifie, pas du lecteur qui juge. Dans le cadre du Digital Services Act européen, les “acteurs de confiance” ont un statut légal qui leur donne un accès privilégié aux plateformes pour signaler des contenus.

Acteur non-étatique *Usage officiel* : organisation ou groupe qui joue un rôle sur la scène internationale sans être un État souverain. *Ce qu'il signifie* : terme dont l'application est rigoureusement sélective. Un groupe armé soutenu par un État allié est un “acteur non-étatique partenaire”. Un groupe armé soutenu par un État adverse est un “groupe terroriste” ou un “proxy”. La même structure organisationnelle reçoit des qualifications différentes selon les intérêts de celui qui parle.

Ajustement structurel (*Plan d'*) *Usage officiel* : ensemble de réformes économiques imposées ou recommandées par le FMI et la Banque Mondiale en échange d'un financement. *Ce qu'il signifie* : programme de réduction des dépenses publiques, d'ouverture des marchés et de privatisation, appliqué généralement à des pays en développement en situation de crise. Les résultats documentés sur plusieurs décennies montrent une corrélation régulière entre plans d'ajustement structurel et augmentation de la pauvreté à court et moyen terme. Le FMI a reconnu a posteriori certaines de ces erreurs dans des évaluations internes.

Algorithme *Usage officiel* : suite d'instructions informatiques permettant de traiter des données et de produire un résultat. *Ce qu'il signifie* : dans le contexte des plateformes numériques, système de sélection et de hiérarchisation des contenus conçu pour maximiser l'engagement — c'est-à-dire le temps passé sur la plateforme. L'algorithme ne cherche pas à vous informer. Il cherche à vous retenir. Ces deux objectifs ne convergent pas.

Assouplissement quantitatif (*Quantitative Easing — QE*) *Usage officiel* : outil de politique monétaire non conventionnel par lequel une banque centrale achète des actifs financiers pour injecter des liquidités dans l'économie. *Ce qu'il signifie* : création de monnaie. La banque centrale crée de l'argent ex nihilo pour acheter des obligations d'État ou d'entreprise. Cet argent entre d'abord dans le système financier — avant de toucher l'économie réelle, si tant est qu'il y arrive. La Réserve Fédérale américaine a créé plus de 8 000 milliards de dollars de cette façon entre 2008 et 2022. L'effet documenté le plus immédiat : la hausse des prix des actifs financiers — donc l'enrichissement de ceux qui en possèdent déjà.

Axe du mal *Usage officiel* : terme introduit par George W. Bush en 2002 pour désigner l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. *Ce qu'il signifie* : technique rhétorique de désignation morale d'adversaires géopolitiques. Le mot "mal" transforme un désaccord politique ou géopolitique en opposition manichéenne entre le Bien et le Mal — rendant toute négociation moralement suspecte et toute intervention militaire présentable comme une croisade. La technique n'est pas propre aux États-Unis.

B

Bénéfice / Risque (*rapport*) *Usage officiel* : évaluation comparative des avantages et des effets indésirables d'un traitement médical. *Ce qu'il signifie* : dans la pratique réglementaire, le rapport bénéfice/risque est évalué par des agences (EMA, FDA) dont les experts ont des liens documentés avec les industries qu'ils régulent. La notion de "bénéfice" et de "risque"

dépend des données fournies par les fabricants — dont les études sont souvent non publiées quand leurs résultats sont défavorables. Le “biais de publication” (publication selective des résultats positifs) est un problème reconnu dans la littérature scientifique.

Biais inconscient (*Implicit bias*) *Usage officiel* : préjugés opérant à un niveau inconscient, influençant les comportements sans que la personne en soit consciente. *Ce qu’il signifie* : concept issu de la psychologie sociale (Implicit Association Test, 1998). Progressivement transformé, dans les formations en entreprise et les politiques RH, en outil d’intervention comportementale — souvent sans que l’efficacité des formations correspondantes ait été empiriquement démontrée. Des méta-analyses récentes remettent en question la validité prédictive du test original.

Bulle de filtre (*Filter bubble*) *Usage officiel* : phénomène par lequel les algorithmes personnalisent le contenu au point d’isoler l’utilisateur dans un environnement informationnel homogène. *Ce qu’il signifie* : mécanisme décrit par Eli Pariser en 2011. Les plateformes, en montrant ce que l’utilisateur est susceptible d’apprécier (et donc de liker, partager, commenter), créent un environnement où ses croyances existantes sont continuellement confirmées et ses contradicteurs invisibilisés. Terme largement cité, moins souvent accompagné de la question : qui a conçu et déploie ces algorithmes, et dans quel but ?

C

Capital humain *Usage officiel* : ensemble des compétences, connaissances et capacités d’un individu, considérées comme un actif économique. *Ce qu’il signifie* : application du vocabulaire du bilan comptable à l’être humain. Un individu devient un “actif” qu’il doit “valoriser”, “maintenir” et “développer” — transformant la formation, la santé et

l'expérience en investissements rentables plutôt qu'en droits. La métaphore oriente implicitement vers qui porte la responsabilité du "développement" de cet actif : l'individu lui-même.

Capital public / Capital privé *Usage officiel* : distinction entre les actifs appartenant à l'État (capital public) et ceux appartenant à des acteurs privés (capital privé). *Ce qu'il signifie* : une frontière en mouvement permanent, toujours dans le même sens. Le capital public est construit par des décennies d'investissement collectif — infrastructures, réseaux, recherche fondamentale, éducation. Il est ensuite privatisé au nom de l'efficacité, de la réduction de la dette ou de la modernisation. Le capital privé est rarement rendu public, sauf quand il fait faillite — auquel cas les pertes redeviennent collectives. Cette asymétrie n'est jamais nommée comme telle dans le discours officiel. Elle est présentée comme la conséquence naturelle du marché.

Capture réglementaire *Usage officiel* : phénomène par lequel un régulateur finit par servir les intérêts du secteur qu'il est censé réguler. *Ce qu'il signifie* : mécanisme documenté et reconnu — y compris par les institutions elles-mêmes. Quand les experts d'un secteur sont les seuls à le comprendre suffisamment pour le réguler, le régulateur finit par recruter dans ce secteur, être formé par lui, et partager ses présupposés. La porte tournante en est la forme institutionnelle. La capture réglementaire n'est pas une théorie du complot. C'est un sujet de cours dans les écoles de politique publique.

Chambre d'écho *Usage officiel* : environnement informationnel dans lequel les croyances sont amplifiées et renforcées par la répétition et la confirmation. *Ce qu'il signifie* : phénomène réel, mais dont l'usage dans le discours institutionnel est sélectif. Les groupes critiques des institutions sont décrits comme étant "en chambre d'écho". La presse grand public, les

think tanks et les experts qui partagent les mêmes présupposés ne sont généralement pas décrits comme tels — bien que la structure soit fonctionnellement similaire.

Changement de régime (*Regime change*) *Usage officiel* : transition politique dans un pays, généralement présentée comme une évolution naturelle ou le résultat d'un mouvement populaire. *Ce qu'il signifie* : dans les documents déclassifiés des services de renseignement américains (CIA, NSC) et britanniques (MI6), le terme désigne explicitement des opérations de déstabilisation et de renversement de gouvernements — Mossadegh en Iran en 1953, Allende au Chili en 1973, et plusieurs dizaines d'autres. L'opération est présentée publiquement comme un mouvement spontané.

Choc d'offre / Choc de demande *Usage officiel* : perturbation économique provoquée respectivement par une variation soudaine de l'offre ou de la demande. *Ce qu'il signifie* : termes techniques légitimes, utilisés parfois pour dépolitiser des décisions politiques. “L'inflation est due à un choc d'offre post-Covid” déplace la responsabilité vers une cause externe et mécanique — neutralisant les questions sur les choix politiques qui l'ont amplifiée (assouplissement quantitatif massif, chaînes d'approvisionnement fragilisées par décennies de délocalisation).

Chômage frictionnel *Usage officiel* : chômage temporaire lié au temps de transition entre deux emplois. *Ce qu'il signifie* : concept économique légitime utilisé pour définir un “taux de chômage naturel” — aussi appelé NAIRU (Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment). Ce taux “naturel” implique qu'un certain niveau de chômage est non seulement inévitable mais souhaitable pour contrôler l'inflation. La naturalisation du chômage comme variable de contrôle monétaire est une décision politique présentée comme un fait économique.

Communauté internationale *Usage officiel* : ensemble des États et organisations internationales agissant collectivement sur la scène mondiale. *Ce qu'il signifie* : groupe variable selon le contexte. “La communauté internationale condamne” signifie généralement que les États-Unis, l’Union Européenne et quelques alliés ont pris position. La Chine, la Russie, l’Inde, le Brésil et l’Afrique du Sud — qui représentent collectivement plus de la moitié de la population mondiale — ne font partie de la “communauté internationale” que quand leur position coïncide avec celle des Occidentaux.

Compensation carbone *Usage officiel* : mécanisme permettant à un acteur d’annuler ses émissions de CO₂ en finançant des projets de réduction d’émissions ailleurs. *Ce qu'il signifie* : marché de 2 milliards de dollars dont l’efficacité réelle est largement contestée. Des enquêtes journalistiques indépendantes (The Guardian, Zeit, SourceMaterial, 2023) ont documenté que plus de 90% des crédits carbone certifiés par le principal organisme de certification (Verra) ne correspondaient pas à des réductions d’émissions réelles. Le terme permet à des entreprises et des individus d’acheter une apparence de neutralité sans modifier leurs émissions.

Complotisme *Usage officiel* : tendance à attribuer des événements à des conspirations organisées plutôt qu’à des causes accidentelles ou à des processus systémiques. *Ce qu'il signifie* : label permettant de disqualifier une question ou une analyse sans avoir à y répondre. L’accusation de “complotisme” est devenue un mécanisme de fermeture du débat. Elle opère par catégorisation : une fois l’interlocuteur classé comme “complotiste”, ses arguments n’ont plus besoin d’être réfutés. Le terme a l’avantage rhétorique de frapper non pas l’argument mais celui qui l’émet — rendant toute réponse de sa part suspecte par construction.

Conflit d’intérêts *Usage officiel* : situation dans laquelle un acteur a des intérêts personnels susceptibles d’influencer son jugement professionnel. *Ce qu'il signifie* : terme dont la divulgation est devenue un rituel de

conformité plutôt qu’une véritable protection. “L’auteur déclare des liens avec l’industrie pharmaceutique” apparaît en bas d’une étude — puis l’étude est citée sans cette mention dans les médias. La déclaration du conflit d’intérêts décharge l’institution de l’obligation d’en tirer des conséquences.

Consensus (*scientifique ou politique*) *Usage officiel* : accord général des experts ou des parties prenantes sur une question. *Ce qu’il signifie* : position dominante dans une communauté épistémique à un moment donné. Le consensus a longtemps soutenu que l’estomac était trop acide pour être colonisé par une bactérie — jusqu’à ce que Barry Marshall prouve le contraire en 1984 (Prix Nobel 2005). Il a soutenu que les graisses saturées causaient les maladies cardiovasculaires — une thèse aujourd’hui nuancée. Invoquer “le consensus” comme argument d’autorité confond la méthode scientifique (fondée sur la réfutabilité) avec son état institutionnel à un instant donné.

Consolidation budgétaire *Usage officiel* : ensemble de mesures visant à réduire les déficits et la dette publique. *Ce qu’il signifie* : austérité. Réduction des dépenses sociales, réforme des retraites, gel des recrutements dans les services publics, cession d’actifs publics. Le mot “austérité” a été progressivement retiré du vocabulaire officiel parce qu’il était trop clairement négatif. “Consolidation” évoque la solidité, la construction, non la réduction.

Consultation publique *Usage officiel* : procédure permettant aux citoyens ou parties prenantes de s’exprimer sur un projet de décision. *Ce qu’il signifie* : procédure dont les résultats sont rarement contraignants. Les contributions citoyennes sont reçues, compilées, parfois résumées dans un rapport — qui peut être ignoré sans conséquence légale. La consultation publique remplit une fonction de légitimation : la décision a été “concertée”. Elle ne remplit pas nécessairement une fonction de participation réelle.

Contenu problématique *Usage officiel* : contenu susceptible de causer du tort, de désinformer ou d'enfreindre les règles de la plateforme. *Ce qu'il signifie* : contenu que la plateforme ou l'autorité de régulation souhaite réduire en visibilité sans l'interdire formellement. La définition du "tort" n'est jamais précisément définie dans les documents de politique des plateformes. L'interprétation est discrétionnaire.

Crédit d'impôt *Usage officiel* : réduction d'impôt accordée en contrepartie de certaines dépenses ou activités. *Ce qu'il signifie* : dépense publique qui ne figure pas dans les dépenses publiques. Une subvention directe à une entreprise apparaît dans le budget comme une dépense. Un crédit d'impôt représentant le même avantage économique apparaît comme une "réduction de recettes" — ou n'apparaît pas du tout dans les discussions sur les comptes publics. En France, le Crédit d'Impôt Recherche représente plusieurs milliards d'euros annuels, dont l'efficacité fait l'objet de rapports parlementaires critiques réguliers.

Croissance *Usage officiel* : augmentation du produit intérieur brut, indicateur central de la santé économique d'un pays. *Ce qu'il signifie* : l'indicateur unique autour duquel s'organisent les politiques économiques depuis les années 1950 — qui ne mesure ni la répartition des richesses, ni le bien-être des populations, ni la durabilité écologique. La croissance du PIB peut augmenter simultanément avec la pauvreté, les inégalités et la dégradation environnementale. Elle comptabilise positivement la production de cigarettes, le traitement des maladies qu'elles causent, et la reconstruction après une catastrophe naturelle. Ce que le terme "croissance" ne dit pas : croissance de quoi, pour qui, et à quel coût.

Dictionnaire — D à F

D

Décroissance *Usage officiel* : courant de pensée économique et écologique prônant une réduction volontaire de la production et de la consommation. *Ce qu'il signifie* : terme politique dont l'usage crée une asymétrie rhétorique. Ses partisans le revendiquent comme un projet émancipateur. Ses opposants l'utilisent pour disqualifier toute politique environnementale — en l'associant à une régression du niveau de vie. Le terme est régulièrement employé pour caricaturer des positions écologistes qui ne prônent pas explicitement la décroissance.

Démonétisation *Usage officiel* : suppression des revenus publicitaires d'un créateur de contenu par une plateforme. *Ce qu'il signifie* : sanction économique non déclarée. Une vidéo démonétisée reste accessible mais ne génère aucun revenu pour son créateur — ce qui représente une incitation financière à l'autocensure sans constituer formellement une censure. Des études ont documenté une corrélation entre certains sujets ou orientations politiques et la probabilité de démonétisation.

Désindexation *Usage officiel* : suppression d'un contenu des résultats des moteurs de recherche. *Ce qu'il signifie* : invisibilisation sans suppression. Un contenu désindexé existe toujours mais ne peut plus être trouvé par une recherche standard. La désindexation peut être légale (droit à l'oubli en Europe) ou discrétionnaire (décision du moteur de recherche). Dans les deux cas, elle est non transparente pour l'utilisateur qui ne sait pas ce qu'il ne trouve pas.

Désinformation *Usage officiel* : diffusion délibérée d'informations fausses dans l'intention de nuire. *Ce qu'il signifie* : dans la pratique, le terme est appliqué à trois catégories très différentes — les fausses informations délibérées (sens original), les informations exactes présentées hors contexte, et les informations exactes qui contredisent le narratif officiel. Ces trois catégories reçoivent souvent le même traitement. La troisième constitue ce que le règlement européen DSA a introduit sous le terme de "malinformation".

Développement durable *Usage officiel* : développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (définition Brundtland, 1987). *Ce qu'il signifie* : terme dont la popularité est directement proportionnelle à sa vacuité opérationnelle. Tous les acteurs — entreprises pétrolières, États extractivistes, organisations financières internationales — se réclament du développement durable. Le terme a été intégré aux discours institutionnels sans modifier substantiellement les pratiques qu'il était censé transformer.

Dialogue social *Usage officiel* : processus de négociation et de consultation entre représentants des employeurs et des salariés. *Ce qu'il signifie* : procédure dont le caractère "social" dépend entièrement des rapports de force entre les parties. Dans les contextes où les syndicats sont affaiblis (taux de syndicalisation inférieur à 10% en France dans le secteur privé), le dialogue social produit des accords qui reflètent davantage la position patronale. Le terme maintient l'apparence d'un processus équilibré indépendamment du résultat.

Diversité *Usage officiel* : représentation équitable de différents groupes dans une organisation ou une société. *Ce qu'il signifie* : terme dont l'usage couvre deux réalités distinctes. La première : inclusion réelle de personnes aux parcours, origines et expériences variées — objectif légitime. La seconde : politique de quotas de représentation démographique mesurée par des critères visibles (genre, couleur de peau, origine). Ces deux réalités

ne coïncident pas toujours. La diversité de représentation n’implique pas la diversité de pensée — un conseil d’administration démographiquement diversifié peut partager le même logiciel économique et institutionnel.

Dommages collatéraux *Usage officiel* : pertes civiles non intentionnelles survenant lors d’une opération militaire. *Ce qu’il signifie* : civils tués. L’adjectif “collatéral” transforme une mort en effet secondaire d’une opération principale — réduisant la responsabilité à un incident technique, non à une conséquence de la décision d’utiliser la force. Le terme a été introduit dans le vocabulaire militaire américain dans les années 1960, pendant la guerre du Vietnam.

E

Économie circulaire *Usage officiel* : modèle économique visant à éliminer les déchets et à maintenir les ressources en usage le plus longtemps possible. *Ce qu’il signifie* : concept légitime dont l’usage est souvent découplé des contraintes thermodynamiques réelles. Tout système physique produit de l’entropie — aucun cycle n’est parfaitement circulaire. Les entreprises qui se revendiquent de l’économie circulaire produisent dans la majorité des cas des améliorations marginales de recyclage, non une transformation structurelle du mode de production.

Effets indésirables *Usage officiel* : effets négatifs d’un médicament ou d’un traitement, distincts de son effet thérapeutique principal. *Ce qu’il signifie* : terme technique dont l’usage dans la communication publique réduit systématiquement la gravité perçue. “Peut provoquer des effets indésirables” est une formulation réglementaire standardisée qui couvre des réalités allant du léger inconfort à la mort. La liste des effets indésirables figure dans les notices dans un ordre qui ne reflète pas la fréquence ni la gravité — mais l’ordre légalement requis.

Empreinte carbone individuelle *Usage officiel* : quantité de CO₂ émise par les activités d'un individu. *Ce qu'il signifie* : concept introduit par BP (British Petroleum) en 2004, dans une campagne publicitaire. L'objectif documenté : déplacer la responsabilité de la transition climatique des industries émettrices vers les choix individuels de consommation. La campagne a réussi au-delà des espérances — le concept est aujourd'hui omniprésent dans les programmes scolaires, les médias et les politiques publiques.

Engagement citoyen *Usage officiel* : participation active des citoyens à la vie démocratique et aux décisions collectives. *Ce qu'il signifie* : terme dont l'usage institutionnel désigne souvent des formes de participation qui ne remettent pas en cause les décisions déjà prises. Des consultations en ligne, des ateliers participatifs, des “budgets participatifs” sur des montants marginaux — qui créent une impression de participation sans modifier les équilibres de pouvoir substantiels.

État de droit *Usage officiel* : principe selon lequel tous les acteurs — y compris l'État — sont soumis à la loi. *Ce qu'il signifie* : principe légitime, invoqué de manière sélective. Des États qui violent régulièrement ce principe dans leurs pratiques extérieures (violations du droit international, surveillance de masse, extraditions illégales) se présentent comme défenseurs de “l'État de droit” quand ils critiquent d'autres États. Le terme est aussi employé pour désigner la conformité aux normes institutionnelles européennes — ce qui donne à la Commission le pouvoir de juger des choix démocratiques nationaux.

État voyou (*Rogue state*) *Usage officiel* : État qui viole les normes internationales et représente une menace pour la stabilité mondiale. *Ce qu'il signifie* : désignation unilatérale appliquée par les États-Unis (qui ont introduit le terme dans les années 1990) à leurs adversaires géopolitiques.

Les États qui violent les mêmes normes mais sont des alliés ne reçoivent pas cette désignation. L'absence de critère objectif universel fait du terme un outil de politique étrangère, non une description juridique.

Experts *Usage officiel* : personnes disposant d'une connaissance approfondie dans un domaine, dont l'avis fait autorité. *Ce qu'il signifie* : terme non défini institutionnellement. Qui certifie un expert ? Qui décide quels experts sont consultés par les gouvernements, invités sur les plateaux, intégrés aux commissions ? L'autorité de l'"expert" dépend entièrement de qui le désigne comme tel — ce qui crée une circularité : l'expert est celui que les institutions reconnaissent, et les institutions reconnaissent ceux qui partagent leurs présupposés.

Expert de plateau *Usage officiel* : spécialiste invité sur les médias audiovisuels pour éclairer le public sur un sujet d'actualité. *Ce qu'il signifie* : personnage médiatique dont la légitimité se construit par la fréquence d'apparition, non par la profondeur de l'analyse. L'expert de plateau est interchangeable : hier sur l'Ukraine, aujourd'hui sur l'économie, demain sur la santé. Sa compétence réelle importe moins que sa disponibilité, sa photogénie et sa capacité à produire des formules courtes compatibles avec le format télévisuel. Il ne contredit jamais le cadre — s'il le faisait, il ne serait plus invité. Sa présence répétée crée une illusion de diversité d'opinion dans un espace où les présupposés fondamentaux ne sont jamais remis en question.

F

Fact-checking *Usage officiel* : vérification indépendante des faits et des affirmations publiques, exercée par des organisations dédiées. *Ce qu'il signifie* : processus de validation dont l'indépendance dépend des sources de financement. Les principaux fact-checkers sont financés par des fondations privées (Omidyar, Soros, Gates), des entreprises technologiques (Meta, Google) et, dans certains cas, des États. Ces financements créent des

dépendances. Par construction, une organisation financée par une fondation associée à certaines positions politiques ne peut pas être “indépendante” au sens plein — même si elle produit un travail de vérification factuelle réel.

Flexibilité (*du marché du travail*) *Usage officiel* : capacité du marché du travail à s’adapter rapidement aux évolutions économiques en facilitant les embauches et les licenciements. *Ce qu’il signifie* : asymétrie légale en faveur des employeurs. La “flexibilité” réduit les contraintes sur la rupture du contrat de travail, sur le recours aux contrats précaires et sur la modulation des horaires — sans introduire de flexibilité symétrique pour le salarié (possibilité de modifier ses conditions sans préavis, de refuser des heures supplémentaires, etc.). Le terme présuppose que la rigidité actuelle nuit à l’emploi — une thèse économique débattue, présentée comme un fait.

Frappes chirurgicales *Usage officiel* : frappes militaires de haute précision ciblant uniquement des objectifs militaires légitimes, minimisant les dommages civils. *Ce qu’il signifie* : bombardements. L’adjectif “chirurgical” évoque la médecine — précision, compétence technique, intention de guérir. Il masque que les “frappes chirurgicales” tuent régulièrement des civils, comme le documentent les organisations humanitaires présentes sur les zones concernées. Les rapports de l’ONU sur les frappes au Yémen, en Afghanistan, en Irak, en Syrie et en Libye contredisent systématiquement la précision implicite dans le terme.

Dictionnaire — G à M

G

Genre (*vs. sexe*) *Usage officiel* : distinction entre le sexe biologique et l'identité de genre, construite socialement. *Ce qu'il signifie* : distinction conceptuelle légitime dans un contexte académique (études de genre, sociologie). Progressivement institutionnalisée dans les politiques publiques, les formulaires administratifs et les législations — avec des implications pratiques (accès aux espaces genrés, participation aux compétitions sportives) qui font l'objet de débats réels sur lesquels des positions légitimes s'opposent. L'usage du terme dans le discours institutionnel présuppose souvent la conclusion du débat.

Gouvernance *Usage officiel* : ensemble des mécanismes, processus et institutions par lesquels les décisions sont prises et mises en œuvre. *Ce qu'il signifie* : dans le contexte supranational, gestion technocratique par des entités non élues. “Bonne gouvernance” signifie souvent conformité aux standards définis par les institutions financières internationales — indépendamment des préférences exprimées démocratiquement. Le terme a remplacé “gouvernement” dans les textes institutionnels depuis les années 1990 — non par hasard : “gouvernement” implique une légitimité démocratique que “gouvernance” ne présuppose pas.

Greenwashing *Usage officiel* : pratique consistant à présenter une image écologique trompeuse. *Ce qu'il signifie* : terme apparu dans les années 1990, maintenant intégré dans les discours institutionnels et les réglementations — au point que des entreprises utilisent l'accusation de greenwashing contre leurs concurrents dans des campagnes marketing. Le terme

lui-même a été partiellement capturé : il désigne désormais les communications écologiques trompeuses, mais pas les lobbies d'entreprises qui bloquent la législation climatique depuis trente ans.

Guerre hybride *Usage officiel* : conflit combinant des moyens militaires conventionnels, des opérations de désinformation, des cyberattaques et d'autres méthodes non conventionnelles. *Ce qu'il signifie* : concept apparu dans le vocabulaire militaire occidental après 2014 pour décrire les méthodes russes en Ukraine. Application sélective : les programmes de déstabilisation de la CIA, les opérations d'influence des agences occidentales, les cyberattaques attribuées aux États-Unis (Stuxnet) ne sont généralement pas décrits sous ce terme dans le discours officiel occidental.

I

Identité de genre *Usage officiel* : sentiment intime et profond d'appartenir à un genre, pouvant différer du sexe assigné à la naissance. *Ce qu'il signifie* : notion avec une base dans l'expérience clinique réelle (dysphorie de genre, condition reconnue médicalement). Progressivement étendue, dans les politiques institutionnelles, à une catégorie d'auto-déclaration sans critère objectif externe — avec des implications légales variées selon les pays. L'étendue de ces implications fait l'objet de débats politiques et juridiques en cours.

Inclusivité *Usage officiel* : création d'environnements accueillant tous les individus, quelle que soit leur origine, identité ou situation. *Ce qu'il signifie* : objectif légitime dans son sens premier — éliminer les barrières réelles à la participation. Progressivement transformé, dans les politiques RH et les cahiers des charges institutionnels, en obligation de conformité mesurable : quotas de représentation, formations obligatoires, audits de

langage. L'inclusivité est devenue un marché — cabinets de conseil, certifications, outils de mesure — dont les bénéficiaires ont intérêt à l'expansion permanente de sa définition.

Indépendance (*des banques centrales*) *Usage officiel* : garantie constitutionnelle ou légale que les décisions monétaires sont prises sans ingérence politique. *Ce qu'il signifie* : soustraction des décisions monétaires au contrôle démocratique. C'est explicitement l'objectif — et l'argument est sérieux : les gouvernements ont tendance à des politiques monétaires expansionnistes avant les élections, créant de l'inflation. Mais "indépendance" ne signifie pas neutralité. Les banquiers centraux ont été formés quelque part, partagent un logiciel économique, et rendent compte à leurs pairs institutionnels — non aux citoyens dont ils gèrent l'épargne.

Infodémie *Usage officiel* : diffusion massive d'informations fausses ou trompeuses, notamment en période de crise sanitaire. *Ce qu'il signifie* : terme introduit par l'OMS en janvier 2020. Concept utilisé pour justifier des politiques de régulation accélérées des contenus en ligne — au moment précis où des informations exactes mais contrariant le discours officiel (transmission aérienne, efficacité des masques, origine du virus) étaient modérées sur les plateformes. La gestion de l'"infodémie" Covid a fait l'objet d'analyses critiques documentées a posteriori.

Ingérence humanitaire *Usage officiel* : doctrine selon laquelle la communauté internationale a le droit, voire le devoir, d'intervenir dans un État pour protéger les civils. *Ce qu'il signifie* : concept développé dans les années 1990 (Bernard Kouchner, Boutros-Ghali) pour justifier des interventions militaires sans mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU. Application strictement sélective : certaines crises humanitaires (Kosovo, Libye) déclenchent des interventions. D'autres — au Yémen, au Congo, en Palestine — non. Les critères de sélection ne sont pas humanitaires.

Investissement *Usage officiel* : affectation de ressources à des projets destinés à produire un rendement futur. *Ce qu'il signifie* : terme dont l'usage politique a progressivement effacé la distinction entre dépenses productives et dépenses de fonctionnement. Toute dépense publique présentée comme un "investissement" devient vertue, qu'elle produise ou non un retour mesurable. Investir dans la formation, dans la sécurité, dans la défense, dans la transition : le mot neutralise la question du coût. Il efface aussi la question de qui investit et qui récupère le rendement — les subventions publiques à des secteurs privés constituent des investissements du contribuable dont la rentabilité est encaissée par l'actionnaire.

L

Lobbying (*Relations institutionnelles*) *Usage officiel* : activité consistant à représenter des intérêts auprès des décideurs politiques. *Ce qu'il signifie* : terme dont la neutralité affichée masque une asymétrie réelle de ressources. Les entreprises du CAC40 et les grandes industries dépensent des centaines de millions d'euros en activités de lobbying à Bruxelles et Paris. Les associations de citoyens, de malades ou d'associations environnementales dépensent quelques milliers d'euros. Le "lobbyisme" est présenté comme un droit d'expression — sans mention que l'expression se mesure en euros.

M

Maintien de la paix (*Opération de*) *Usage officiel* : déploiement de forces militaires sous mandat international pour stabiliser une zone de conflit. *Ce qu'il signifie* : terme dont l'application a évolué depuis sa création en 1948. Les premières opérations de l'ONU étaient effectivement des missions d'interposition. Les opérations contemporaines incluent des mandats d'imposition de la paix, de démantèlement de groupes armés, de

reconstruction politique — avec une tendance documentée à des comportements abusifs des contingents, notamment en République Démocratique du Congo, en Haïti et en Centrafrique.

Malinformation *Usage officiel* : information vraie utilisée dans l'intention de nuire ou de déstabiliser. *Ce qu'il signifie* : concept introduit dans les cadres réglementaires européens (DSA, rapport du Conseil de l'Europe) permettant de traiter une information exacte comme problématique si son contexte ou son intention est jugé malveillant. C'est le glissement décisif : non plus "c'est faux", mais "c'est vrai mais nuisible". Qui juge de la nuisance, et selon quels critères, n'est jamais précisément défini.

Marchés financiers *Usage officiel* : mécanismes d'échange de titres financiers permettant l'allocation efficace du capital dans l'économie. *Ce qu'il signifie* : acteurs — fonds d'investissement, banques, gestionnaires d'actifs — qui peuvent "sanctionner" un gouvernement démocratiquement élu en vendant ses obligations, faisant monter ses coûts d'emprunt jusqu'à rendre ses politiques économiquement insoutenables. La "sanction des marchés" est présentée comme un phénomène naturel et impersonnel — non comme le résultat de décisions prises par des individus identifiables, gérant des actifs pour le compte de clients identifiables, selon des intérêts identifiables.

Médicament essentiel *Usage officiel* : médicament répondant aux besoins de santé prioritaires d'une population, défini par l'OMS. *Ce qu'il signifie* : liste de l'OMS dont la composition fait l'objet de pressions documentées de l'industrie pharmaceutique. Des médicaments génériques peu coûteux ont été retirés de la liste. Des médicaments brevetés — donc plus rentables — y ont été ajoutés dans des conditions qui ont fait l'objet de controverses internes. La liste "essentielle" reflète un équilibre entre santé publique et intérêts commerciaux.

Modernisation *Usage officiel* : adaptation des structures existantes pour les rendre plus efficaces et mieux adaptées aux défis contemporains. *Ce qu'il signifie* : selon le contexte, privatisation de services publics, réduction des effectifs, sous-traitance, déréglementation, ou alignement sur des standards internationaux. “Moderniser” présuppose que l'état antérieur était dépassé — neutralisant par avance toute résistance. Une structure publique qui “résiste à la modernisation” est présentée comme archaïque, non comme légitime dans ses objections.

Modération (*des contenus*) *Usage officiel* : processus permettant d'assurer la conformité des contenus avec les règles de la plateforme et la loi. *Ce qu'il signifie* : suppression ou réduction de visibilité de contenus selon des critères définis unilatéralement, souvent sous pression des régulateurs nationaux ou de groupes de pression organisés. Des études publiées par des chercheurs académiques (dont certains anciens employés de plateformes) ont documenté des asymétries dans l'application de la modération selon l'orientation politique des contenus — plus rigoureuse pour certaines orientations que pour d'autres sur les mêmes sujets.

Multilatéralisme *Usage officiel* : approche de la politique internationale fondée sur la coopération entre plusieurs États dans le cadre d'institutions communes. *Ce qu'il signifie* : terme dont le contenu dépend de qui en contrôle les institutions. Le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC et l'OTAN sont des institutions multilatérales — dont les droits de vote, les processus décisionnels et les orientations reflètent historiquement les intérêts des États les plus puissants qui les ont fondées. “Multilatéralisme” ne signifie pas égalité des voix.

Dictionnaire — N à R

N

Narratif *Usage officiel* : récit structurant la compréhension d'un événement ou d'un enjeu. *Ce qu'il signifie* : dans le contexte informationnel contemporain, le mot "narratif" a pris un sens péjoratif — il désigne les récits alternatifs au discours officiel. "Combattre les narratifs" signifie combattre ces récits alternatifs. Paradoxalement, le récit officiel constitue lui-même un narratif — mais il s'appelle "les faits", "la réalité", "la vérité". La distinction entre "narratif" (à combattre) et "information" (à promouvoir) est déterminée par celui qui fait la distinction.

Nation building *Usage officiel* : processus de construction ou de reconstruction des institutions étatiques d'un pays, souvent dans le contexte post-conflit. *Ce qu'il signifie* : terme apparu dans le vocabulaire américain pour désigner des interventions militaires et politiques visant à transformer les structures politiques d'un pays après une invasion. Les résultats en Afghanistan (2001-2021), en Irak (2003-2011) et en Libye (2011-) constituent les cas documentés les plus récents. Dans les trois cas, l'état des institutions au moment du retrait des forces intervenantes était comparable ou inférieur à l'état initial.

Neutralité carbone *Usage officiel* : état dans lequel les émissions nettes de CO₂ d'un acteur sont nulles, par combinaison de réductions et de compensations. *Ce qu'il signifie* : engagement dont la vérification est structurellement difficile. La neutralité "nette" — non "brute" — permet de maintenir des émissions élevées en les compensant sur le papier. Des entreprises pétrolières (Shell, BP, TotalEnergies) ont annoncé des objectifs de "neutralité carbone à 2050" tout en maintenant des plans d'expansion

de leur production d'hydrocarbures. Les deux positions ne sont pas réconciliables — mais les deux peuvent être affirmées simultanément grâce au terme “net”.

Niveau de preuve *Usage officiel* : classification des études médicales selon leur rigueur méthodologique, l'essai clinique randomisé contrôlé étant le standard. *Ce qu'il signifie* : hiérarchie méthodologique légitime, utilisée parfois pour disqualifier des observations empiriques au motif qu'elles ne satisfont pas au niveau de preuve requis. Des médecins cliniciens ont documenté des effets cliniques réels sans pouvoir financer les essais randomisés nécessaires pour les “prouver” — faute de brevetabilité du traitement. Le niveau de preuve est également un filtre financier : seuls les traitements rentables peuvent atteindre le niveau de preuve le plus élevé.

O

Off-label (*Prescription hors AMM*) *Usage officiel* : prescription d'un médicament pour un usage non couvert par son autorisation de mise sur le marché. *Ce qu'il signifie* : pratique légale et très courante (estimée à 20-60% des prescriptions selon les spécialités). Terme dont la signification dépend du contexte : la même prescription peut être décrite comme une pratique médicale normale ou comme une pratique dangereuse selon les intérêts en jeu. Des médicaments ayant largement prouvé leur efficacité dans des usages hors AMM restent hors AMM faute de financement pour les essais — les essais cliniques étant financés par des entreprises qui ont besoin d'une protection par brevet pour rentabiliser l'investissement.

Opération spéciale (*militaire*) *Usage officiel* : opération militaire aux objectifs définis et limités, distincte d'une guerre conventionnelle. *Ce qu'il signifie* : guerre. Le terme a été utilisé par le gouvernement russe à partir de février 2022 pour désigner l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Il est mentionné ici non comme exemple isolé, mais parce que le procédé —

remplacer “guerre” par un terme technique moins chargé — est universel. Les “frappes”, “interventions” et “opérations” occidentales en Iraq, en Libye et en Syrie répondent à la même logique rhétorique.

P

Partenaire (*stratégique*) *Usage officiel* : État ou organisation avec lequel on entretient des relations privilégiées de coopération. *Ce qu’il signifie* : État avec lequel on a des intérêts économiques ou géopolitiques communs, quelle que soit sa pratique des droits humains ou de l’État de droit. L’Arabie Saoudite, le Qatar, l’Égypte et les Émirats Arabes Unis sont des “partenaires stratégiques” de l’Union Européenne et des États-Unis — dont les régimes ne satisferaient pas aux critères de “démocratie” appliqués aux adversaires géopolitiques.

Partenariat public-privé (*PPP*) *Usage officiel* : collaboration entre une autorité publique et une entreprise privée pour financer, construire et gérer une infrastructure ou un service public. *Ce qu’il signifie* : montage financier par lequel une infrastructure reste nominalement publique tout en étant exploitée et rentabilisée par le privé. Les résultats documentés sur plusieurs décennies — hôpitaux au Royaume-Uni, autoroutes en France, prisons aux États-Unis — montrent que les PPP sont systématiquement plus coûteux pour la collectivité que le financement public direct. L’avantage est comptable : la dette du PPP n’apparaît pas dans la dette publique officielle.

Plan de sauvegarde de l’emploi (*PSE*) *Usage officiel* : plan accompagnant une restructuration et visant à limiter les suppressions de postes et à faciliter le reclassement. *Ce qu’il signifie* : plan de licenciements. L’expression “sauvegarde de l’emploi” désigne précisément son contraire — la suppression d’emplois, accompagnée de mesures d’accompagnement. Le

terme a remplacé “plan social” dans les années 2000, lui-même apparu pour remplacer “plan de licenciements”. Chaque nouveau terme dure jusqu’à ce que sa signification réelle soit trop bien comprise.

Plein emploi *Usage officiel* : situation dans laquelle toute personne souhaitant travailler peut trouver un emploi. *Ce qu’il signifie* : définition glissante. Le taux de “plein emploi” officiel aux États-Unis est d’environ 4-5% de chômage — non 0%. Cette définition exclut les personnes qui ont cessé de chercher un emploi, les personnes en emploi partiel involontaire, et les personnes en emploi précaire. Des méthodologies alternatives produisent des taux de chômage deux à trois fois supérieurs aux chiffres officiels.

Plus d’Europe *Usage officiel* : appel à un approfondissement de l’intégration européenne, à davantage de coordination et de solidarité entre États membres. *Ce qu’il signifie* : démocratie en cage. Vous votez toujours — pour des parlements nationaux, pour le Parlement européen. Mais les traités qui définissent ce que ces parlements peuvent ou ne peuvent pas décider ne sont pas soumis à votre vote. La Commission européenne n’est pas élue. La Cour de Justice impose ses arrêts sans recours démocratique. “Plus d’Europe” ne signifie pas agrandir la cage — cela signifie en refermer les barreaux. La logique est circulaire : chaque crise appelle plus d’intégration, chaque intégration supplémentaire réduit le périmètre de ce que les électeurs peuvent changer. Ceux qui posent la question inverse reçoivent le qualificatif “populiste” ou “eurosceptique” — deux termes dont vous trouverez les définitions dans ce dictionnaire.

Populisme *Usage officiel* : idéologie politique opposant “le peuple vertueux” à “l’élite corrompue”, caractérisée par un discours simplificateur. *Ce qu’il signifie* : dans le discours médiatique dominant, terme disqualifiant appliqué à tout programme politique qui mobilise les classes populaires sur des bases économiques concrètes — quelle que soit son orientation droite-gauche. “Populiste” ne décrit pas un contenu politique

mais un mode de légitimation qui contourne les institutions établies. Son usage systématique comme disqualification permet de rejeter une position sans en analyser le contenu.

Portée organique *Usage officiel* : portée naturelle d'un contenu sur une plateforme, sans recours à la publicité payante. *Ce qu'il signifie* : ce que l'algorithme de la plateforme décide de montrer à votre audience. En 2012, une page Facebook atteignait organiquement 16% de ses abonnés. En 2024, ce taux est inférieur à 2%. Cette réduction n'est pas présentée comme une décision commerciale — elle est présentée comme le résultat de l'"algorithme", terme technique qui masque qu'une personne identifiable a décidé de réduire la portée organique pour développer la publicité payante.

Prébunking *Usage officiel* : technique d'inoculation cognitive visant à informer le public sur les mécanismes de désinformation avant qu'il y soit exposé. *Ce qu'il signifie* : conditionnement préventif. On présente à l'avance les caractéristiques rhétoriques d'un "discours désinformatif" — pour que le public, quand il rencontrera des arguments similaires, les rejette par réflexe conditionné, sans les analyser. Les programmes de prébunking sont développés par des organisations financées par des gouvernements et des fondations privées. L'efficacité contre la vraie désinformation est réelle. L'efficacité pour neutraliser des analyses légitimes qui gênent est identique.

Prophylaxie *Usage officiel* : ensemble des mesures visant à prévenir l'apparition ou la propagation d'une maladie. *Ce qu'il signifie* : terme dont l'usage dans la communication de santé publique a été sélectif. Des mesures prophylactiques dont l'efficacité est documentée — amélioration de la qualité de l'air, réduction des additifs alimentaires, activité physique, sommeil — reçoivent beaucoup moins d'attention institutionnelle que les interventions médicales brevetables. La prophylaxie non médicamenteuse n'est pas rentable.

R

Rationalisation *Usage officiel* : optimisation des processus pour améliorer l'efficacité opérationnelle d'une organisation. *Ce qu'il signifie* : suppression de postes ou fermeture de sites. "Rationaliser" implique que ce qui précédait était irrationnel — neutralisant la résistance au nom de la raison. La rhétorique de la rationalisation présuppose que l'efficacité économique est le critère ultime d'évaluation d'une organisation — présupposé politique présenté comme une évidence.

Réforme *Usage officiel* : modification d'un système pour l'améliorer et l'adapter aux enjeux contemporains. *Ce qu'il signifie* : dans le vocabulaire politique contemporain, le mot "réforme" a une direction implicite. "Réformer les retraites" signifie presque universellement réduire les droits à la retraite. "Réformer le marché du travail" signifie réduire les protections des salariés. "Réformer le système de santé" signifie réduire les dépenses ou privatiser. Une extension de droits sociaux ne s'appelle pas "réforme" — elle s'appelle "avancée sociale" ou "conquête". Le mot "réforme" a subi une capture sémantique au profit d'une orientation unique.

Régime *Usage officiel* : système de gouvernement d'un État. *Ce qu'il signifie* : gouvernement que l'on souhaite délégitimer. "Le régime syrien", "le régime iranien", "le régime vénézuélien" — mais "le gouvernement américain", "le gouvernement français", "le gouvernement israélien". La distinction n'est pas grammaticale. C'est une décision éditoriale qui signale une position politique. Des gouvernements qui violent des droits fondamentaux mais sont des alliés ne reçoivent pas la désignation "régime" dans les médias du camp adverse.

Résilience *Usage officiel* : capacité d'un système à absorber les chocs, à s'adapter et à se transformer pour maintenir ses fonctions essentielles. *Ce qu'il signifie* : dans le discours institutionnel, la résilience est devenue un

objectif en soi — indépendamment de la nature des chocs à absorber. “Renforcer la résilience” peut signifier aider les populations à supporter des conditions difficiles, plutôt que d’éliminer les causes de ces conditions. Quand une organisation demande à ses employés d’être “résilients” face à des charges de travail insoutenables, le terme déplace la responsabilité de l’organisation vers l’individu.

Restructuration *Usage officiel* : réorganisation profonde d’une entreprise pour améliorer ses performances ou assurer sa survie. *Ce qu’il signifie* : suppression de postes, fermeture de sites, modification des conditions de travail. Le mot “restructuration” est plus neutre que “licenciements” — il évoque l’architecture, la réorganisation, non les personnes concernées. Chaque cycle de restructuration est présenté comme exceptionnel et temporaire. Les données montrent que les grandes entreprises restructurent en continu.

Revenu universel de base (RUB) *Usage officiel* : prestation versée à tous les citoyens, inconditionnellement, pour garantir un niveau de vie minimum. *Ce qu’il signifie* : concept dont les implications varient radicalement selon la version proposée. Un RUB financé par une réduction des autres prestations sociales peut aboutir à une régression des protections existantes. Un RUB financé par de nouvelles taxes sur le capital peut constituer une redistribution. Les expériences pilotes (Finlande, Canada, Kenya) ont produit des résultats positifs sur certains indicateurs — mais aucune n’a été menée à l’échelle nationale avec financement complet. Le terme recouvre des projets politiquement opposés.

Dictionnaire — S à Z

S

Science (*dans “suivre la science”, “la science dit”*) *Usage officiel* : corpus de connaissances établies par la méthode scientifique, faisant autorité sur les questions empiriques. *Ce qu’il signifie* : dans le discours politique, “la science” désigne souvent le consensus institutionnel à un moment donné — non la méthode scientifique elle-même. Or la méthode scientifique est fondée sur le doute, la réfutabilité et la révision permanente. “Suivre la science” — formule popularisée par des responsables politiques — confond l’état d’une institution à un instant avec un corpus de vérités définitives. La science ne “dit” rien. Des chercheurs, dans des institutions, produisent des résultats — financés par des acteurs, publiés par des journaux, évalués par des pairs dans un système qui a ses propres biais.

Sécurité nationale *Usage officiel* : protection de l’intégrité territoriale, des institutions et des citoyens d’un État contre les menaces internes et externes. *Ce qu’il signifie* : périmètre dont la définition reste discrétionnaire et extensible. Invoquée, la sécurité nationale suspend les procédures normales : secret d’État, surveillance étendue, restrictions de libertés fondamentales. Elle constitue une catégorie juridique à géométrie variable — qui permet de déroger à des règles qui s’appliquent en dehors d’elle. Ce qui relève ou non de la “sécurité nationale” est décidé par l’exécutif, sans définition légale précise dans la plupart des systèmes démocratiques. Le terme fonctionne comme un bouclier : celui qui invoque la sécurité nationale n’a pas à justifier sa décision.

Shadowbanning (*Bannissement fantôme*) *Usage officiel* : réduction non déclarée de la visibilité d’un compte ou d’un contenu sur une plateforme. *Ce qu’il signifie* : censure non transparente. L’utilisateur dont le contenu

est shadowbanné continue de publier normalement — mais ses publications ne sont vues que par une fraction réduite de son audience, sans qu’il en soit informé. Des plateformes ont nié cette pratique — avant que des documents internes (Twitter Files, 2022) et des témoignages d’anciens employés ne la documentent.

Sobriété (*énergétique ou de consommation*) *Usage officiel* : réduction volontaire de la consommation d’énergie ou de ressources. *Ce qu’il signifie* : objectif légitime, souvent présenté comme responsabilité individuelle — ce qui déplace, là encore, la charge de la transformation systémique vers le citoyen. Les 100 plus grandes entreprises mondiales sont responsables de 71% des émissions de CO₂ industrielles selon un rapport de CDP (2017) régulièrement cité. La sobriété des particuliers, présentée comme condition nécessaire de la transition, ne peut pas compenser des décisions industrielles d’une magnitude incomparablement plus grande.

Société civile *Usage officiel* : ensemble des organisations non gouvernementales et non commerciales qui représentent les intérêts des citoyens. *Ce qu’il signifie* : terme dont la neutralité supposée masque une réalité financière. La “société civile” consultée par les institutions européennes, l’ONU et les gouvernements est composée d’ONG dont les budgets dépendent de ces mêmes institutions — ainsi que de fondations privées liées à des intérêts industriels ou financiers. Une ONG financée à 70% par la Commission européenne “représente la société civile” face à la Commission européenne — contradiction structurelle jamais mentionnée dans les rapports officiels.

Soft power *Usage officiel* : capacité d’un État à influencer les comportements d’autres acteurs par l’attraction culturelle, idéologique ou institutionnelle, plutôt que par la coercition. *Ce qu’il signifie* : concept développé par Joseph Nye dans les années 1990. Dans la pratique, le “soft power” comprend le financement de médias étrangers (Radio Free Europe, France 24, BBC World Service), le financement d’ONG dans les pays

cibles (National Endowment for Democracy aux États-Unis), la formation des élites étrangères (bourses universitaires, programmes d'échange), et les opérations d'influence en ligne. Les mêmes pratiques menées par des États adverses sont appelées “ingérence étrangère” ou “guerre hybride”.

Souveraineté partagée *Usage officiel* : exercice collectif de la souveraineté nationale dans un cadre supranational, permettant de relever des défis communs. *Ce qu'il signifie* : transfert de compétences souveraines à des entités non élues. Dans le cadre européen, des politiques commerciale, monétaire, de concurrence, et progressivement migratoire, budgétaire et de défense sont décidées au niveau européen — par des institutions dont le degré de légitimité démocratique directe varie. Le terme “partagée” présuppose une symétrie et un bénéfice mutuel qui ne sont pas automatiques.

Stagflation *Usage officiel* : situation économique caractérisée par une inflation élevée accompagnée d'une faible croissance et d'un chômage élevé. *Ce qu'il signifie* : phénomène qui contredit le modèle standard (courbe de Phillips) supposant une relation inverse entre inflation et chômage. La stagflation des années 1970 a conduit à un changement de paradigme économique — l'abandon du keynésianisme au profit du monétarisme (Friedman, Thatcher, Reagan). Ce changement de paradigme a eu des conséquences distributives massives sur les décennies suivantes. La stagflation n'est pas qu'un terme technique — c'est l'événement qui a justifié une transformation politique majeure.

T

Terrorisme *Usage officiel* : acte de violence visant à créer la terreur dans une population civile à des fins politiques, idéologiques ou religieuses. *Ce qu'il signifie* : catégorie juridique et politique dont l'application est asymétrique. Les mêmes actes peuvent être qualifiés de terrorisme ou de résistance selon qui les commet et qui les nomme. Les mouvements de

résistance contre des régimes coloniaux ont souvent été qualifiés de terroristes par les puissances occupantes — puis requalifiés rétrospectivement en héros de l'indépendance une fois leur victoire acquise. La définition légale du terrorisme dans les législations occidentales a été progressivement étendue après 2001 — incluant dans certains pays des actes de désobéissance civile, des manifestations, ou des activités militantes.

Technocratie *Usage officiel* : système de gouvernement ou de gestion dans lequel les décisions sont prises par des experts techniques. *Ce qu'il signifie* : politique sans responsabilité. Les experts qui prennent les décisions “techniques” ont été formés quelque part, partagent un logiciel intellectuel, sont financés par quelqu'un — et ne peuvent pas être sanctionnés par un vote. La technocratie n'est pas neutre. Elle est orientée — par les institutions qui forment les experts, par les fondations qui financent les centres de recherche, par les conférences qui définissent le consensus. Elle est simplement orientée sans que cette orientation soit visible ou contestable par voie démocratique.

Think tank *Usage officiel* : organisation de recherche indépendante produisant des analyses et des recommandations de politique publique. *Ce qu'il signifie* : organisation dont l'indépendance dépend de ses sources de financement. Les principaux think tanks influents (Brookings, Heritage Foundation, Institut Montaigne, Fondation pour l'Innovation Politique) sont financés par des entreprises, des fondations privées et parfois des gouvernements. Leurs publications orientent les débats politiques, leurs experts sont cités dans les médias, leurs recommandations informent les législations — sans que le financement soit systématiquement mentionné dans les articles qui les citent.

Too big to fail (*Trop grand pour faire faillite*) *Usage officiel* : concept désignant les institutions financières dont la faillite représenterait un risque systémique pour l'économie. *Ce qu'il signifie* : garantie implicite de l'État

accordée aux plus grandes institutions financières. En cas de prise de risque excessive suivie de pertes, les contribuables assument les pertes — les profits ayant été distribués aux actionnaires et aux dirigeants en amont. Ce mécanisme a été mis en œuvre explicitement lors de la crise de 2008 : des banques américaines et européennes ont reçu des centaines de milliards d’euros et de dollars de fonds publics après avoir pris des risques que leur taille était censée interdire.

Transition (*énergétique, numérique, écologique*) *Usage officiel* : transformation profonde d’un secteur ou d’une économie vers un modèle plus durable ou plus efficace. *Ce qu’il signifie* : période pendant laquelle les coûts présents sont certains et les bénéfices futurs sont incertains. La “transition” est présentée comme un processus naturel et inévitable — ce qui neutralise les questions sur sa vitesse, son financement, et sa distribution des coûts. Qui supporte le coût de la transition énergétique n’est pas une question technique. C’est une question politique. Elle est rarement posée dans les discours officiels sur la “transition”.

Transparence *Usage officiel* : obligation pour les acteurs publics et privés de rendre leurs actions et décisions accessibles et compréhensibles. *Ce qu’il signifie* : principe dont l’application est sélective. Les institutions qui exigent la transparence des ONG, des médias alternatifs et des citoyens publient rarement leurs propres délibérations. Les registres de lobbying européens et américains sont partiels et auto-déclaratifs. Les négociations des traités commerciaux (TTIP, CETA) ont eu lieu à huis clos. “Transparence” est devenu un argument rhétorique — brandi par des acteurs qui ne la pratiquent pas eux-mêmes.

Trusted News Initiative (TNI) *Usage officiel* : partenariat entre grandes organisations médiatiques visant à identifier et réduire la propagation de désinformation électorale. *Ce qu’il signifie* : consortium fondé en 2019 par la BBC, incluant AFP, Reuters, Associated Press, Microsoft, Google et Facebook, visant à coordonner la réponse aux “fausses informations” en

période électorale. Structure dont les membres sont à la fois producteurs de contenu, distributeurs de contenu et financeurs d’autres médias — créant une concentration de pouvoir de décision sur ce qui est “vrai” ou “faux” dans des organisations ayant des intérêts commerciaux directs.

V

Valeurs (*européennes, occidentales, démocratiques*) *Usage officiel* : ensemble de principes fondamentaux partagés — liberté, État de droit, démocratie, droits humains — qui définissent l’identité et les engagements d’une communauté politique. *Ce qu’il signifie* : référence dont l’application est strictement sélective. Des alliés qui violent les mêmes “valeurs” que les adversaires désignés sont rarement sanctionnés au même niveau. “Défendre nos valeurs” justifie des interventions militaires, des sanctions économiques et des pressions diplomatiques sur certains pays — mais pas d’autres pratiquant des violations comparables. Le terme fonctionne comme marqueur d’appartenance, non comme critère objectif d’évaluation.

Z

Zone d’exclusion aérienne *Usage officiel* : espace aérien dans lequel les vols d’aéronefs militaires sont interdits, généralement imposé par une résolution du Conseil de Sécurité de l’ONU. *Ce qu’il signifie* : opération militaire offensive. Établir une zone d’exclusion aérienne nécessite de détruire les défenses anti-aériennes du pays concerné — c’est-à-dire mener des frappes militaires sur ce pays. La résolution 1973 du Conseil de Sécurité (2011), qui autorisait une zone d’exclusion aérienne en Libye “pour protéger les civils”, a été utilisée pour mener une campagne de bombardements qui a conduit au renversement du gouvernement Kadhafi. La Russie et la Chine ont officiellement protesté contre ce qu’elles ont décrit comme une utilisation détournée du mandat humanitaire.

Postface — Ce dictionnaire va vieillir

Ce dictionnaire est daté.

Dans cinq ans, certaines entrées seront dépassées. Les termes qu'elles décrivent auront muté — remplacés par de nouveaux euphémismes que nous ne connaissons pas encore.

C'est normal. C'est même prévisible.

Le cycle est toujours le même. Un terme est introduit pour désigner une réalité de façon moins directe. Il est utilisé suffisamment longtemps pour que sa signification réelle devienne évidente. Il est progressivement abandonné au profit d'un successeur. Le successeur commence le même cycle.

“Plan de licenciements” devient “plan social”. “Plan social” devient “plan de sauvegarde de l'emploi”. Dans dix ans, ce dernier sera peut-être “programme de transition professionnelle”.

La réalité ne change pas. Les mots changent pour la masquer à nouveau.

Ce que ce dictionnaire va conserver, c'est son principe.

Pas les entrées. Le principe.

Derrière chaque terme institutionnel, chercher la réalité qu'il désigne. Demander qui l'a introduit, et dans quel contexte. Demander ce qu'il masque, et ce qu'il révèle sur ceux qui l'utilisent.

Trois questions. Applicables à chaque terme. À chaque discours. À chaque communiqué.

Qui dit ça ? Qui finance celui qui dit ça ? Qu'est-ce qu'on ne dit pas ?

Une dernière observation sur ce dictionnaire lui-même.

Il a ses propres biais.

Il est écrit par un Européen occidental, en français, à partir de sources principalement anglophones et francophones. Il traite davantage du vocabulaire des institutions occidentales que de celui d'autres centres de pouvoir. Il réfléchit le regard d'un auteur avec une histoire, des présupposés, et des angles morts qu'il ne peut pas tous identifier.

Ce n'est pas une excuse. C'est une précision nécessaire.

Un dictionnaire qui prétend l'objectivité absolue serait précisément l'outil qu'il critique.

Appliquez à ce livre les mêmes questions que vous apprenez à appliquer aux autres.

Qui dit ça ? Qui finance celui qui dit ça ? Qu'est-ce qu'on ne dit pas ?

Si vous trouvez des réponses inconfortables — même sur ce livre — c'est que les outils fonctionnent.